



Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. générale
31 décembre 2013
Français
Original: anglais

Conseil du commerce et du développement
Groupe de travail du cadre stratégique et du budget-programme
Soixante-septième session
 Genève, 12-14 mars 2014
 Point 3 de l'ordre du jour provisoire
Examen de la mise en œuvre de la stratégie de communication
et de la politique de publication de la CNUCED

Rapport sur la mise en œuvre de la stratégie de communication et de la politique de publication de la CNUCED

Rapport du secrétariat de la CNUCED

Table des matières

	<i>Page</i>
Introduction.....	2
I. Communication et diffusion.....	2
A. Renforcement de la présence de la CNUCED sur Internet.....	2
B. Médias sociaux	5
C. Produits d'information visés.....	6
D. Principaux publics visés	7
II. Publications.....	14
A. Évolution du programme de publications.....	14
B. Planification et gestion des publications.....	14
C. Pertinence, cohérence, caractère novateur et qualité des publications.....	15
D. Diffusion optimale des publications	18



Introduction

1. En septembre 2009, le Conseil du commerce et du développement a adopté la stratégie de communication (TD/B/56/9/Rev.1) et la politique de publication (TD/B/56/10/Rev.1) de la CNUCED. La première a pour objectif de contribuer au mandat de l'organisation, de renforcer la visibilité de ses activités, d'assurer une diffusion efficace et d'intégrer de bonnes pratiques de communication. La seconde vise à proposer un cadre pour la planification et la gestion des publications afin de répondre aux besoins des pays en développement et aux demandes des organes intergouvernementaux; d'assurer leur pertinence, leur cohérence, leur caractère novateur et leur qualité; et de garantir leur diffusion optimale aux principaux publics visés ainsi qu'une information en retour de la part de ceux-ci. Le secrétariat est tenu de présenter au Conseil un rapport annuel sur la mise en œuvre de la stratégie de communication et de la politique de publication par le biais du Groupe de travail du cadre stratégique et du budget-programme. Le présent rapport passe en revue les principales initiatives prises dans ce but.

2. Comme l'illustre la stratégie de communication de 2009, le personnel de la CNUCED exerce des responsabilités en matière de communication. Les activités de communication, d'information et de relations publiques sont exécutées par l'ensemble des divisions et des groupes. La Section de la communication, de l'information et des relations publiques est le principal coordonnateur et fer de lance des relations publiques, notamment avec la presse et les médias, la société civile, les organisations internationales et le grand public, tandis que le Service d'appui intergouvernemental est le premier interlocuteur des États membres. Les divisions renforcent ces activités en ciblant leurs destinataires dans leurs domaines de compétence respectifs, c'est-à-dire les décideurs, le secteur privé et les milieux universitaires. Le Service de la coopération technique coordonne la communication avec les donateurs, les partenaires institutionnels et le Groupe interinstitutions sur le commerce et les capacités productives. Le Conseil éditorial de la communication et le Comité des publications sont chargés de la coordination et de la planification internes. La stratégie de communication et la politique de publication continuent de guider le renforcement des activités de communication et de diffusion.

3. Le présent rapport passe en revue les activités entreprises de janvier à décembre 2013, qui visaient plus particulièrement à renforcer la présence de la CNUCED sur Internet, notamment en offrant aux publics visés un accès rapide et facile à l'information, en mettant au point des outils et des portails en ligne et en apportant des améliorations techniques à l'architecture et aux fonctions de recherche du site Web. La CNUCED a aussi considérablement renforcé sa présence grâce aux médias sociaux.

I. Communication et diffusion

A. Renforcement de la présence de la CNUCED sur Internet

1. Amélioration du contenu du site Web «unctad.org»

Intégration de sites Web externes autonomes

4. Outre la mise à jour du contenu du site Web de la CNUCED, il importait en priorité de regrouper dans le site «unctad.org» divers sites externes et jusqu'alors autonomes, par exemple l'ensemble des pages Web de la Division de la technologie et de la logistique et le site secondaire consacré au commerce, à l'environnement, aux changements climatiques et au développement durable. Il est donc maintenant possible d'accéder à tous ces contenus à l'aide du moteur de recherche du site intégré.

Portail des représentants

5. Créé en décembre 2012, le Portail des représentants propose des suppléments d'information inaccessibles au grand public. Pour se rendre sur ce portail, il suffit aux représentants des États membres d'activer le lien hypertexte figurant sur le site Web de la CNUCED et de fournir l'identifiant et le mot de passe qu'ils auront obtenus au préalable sur demande.

6. Le Portail contient un calendrier interactif des réunions et activités prévues et donne aux représentants la possibilité de s'inscrire à certaines d'entre elles. Il propose des mises à jour concernant des réunions, des documents de séance, notamment des projets de conclusions concertées, et des documents à diffusion restreinte.

7. Le Portail des représentants renseigne aussi sur les vacances de poste à la CNUCED et a été enrichi d'un *Guide à l'intention des nouveaux représentants*. Il a fait l'objet de plus de 150 demandes d'inscription et a reçu plus de 2 700 visiteurs.

Pages consacrées aux perspectives de carrière

8. En vue d'attirer un personnel qualifié, la page «Emploi» du site renvoie désormais à la toute dernière liste des avis de vacance de poste à la CNUCED publiés sur le Portail des carrières des Nations Unies, qui précise les conditions d'emploi, les perspectives de carrière et la procédure de recrutement.

La CNUCED et le programme de développement durable pour l'après-2015

9. Le nouveau site secondaire sur le programme pour l'après-2015 contient des communiqués, des déclarations, des notes de synthèse et une liste des notes thématiques de l'ONU rédigées avec le concours de la CNUCED, ainsi qu'un lien vers le site «My World 2015», consacré à l'enquête mondiale des Nations Unies pour un monde meilleur.

Sites Web thématiques

10. Afin d'améliorer la diffusion des informations et des documents, et de faciliter la procédure d'inscription aux grandes réunions, un certain nombre de sites Web interactifs ont été créés, par exemple pour le Forum mondial sur les services de 2013, le Colloque public de 2013 et le trentième anniversaire du Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication (ISAR).

11. En 2013, les outils et portails en ligne suivants ont été créés:

a) Le Cadre directeur pour l'entrepreneuriat, qui aide les décideurs à concevoir des initiatives, à élaborer des mesures et à créer des institutions dans le but de promouvoir l'entrepreneuriat;

b) Le guide pratique pour le développement de la comptabilité ISAR-CNUCED, qui permet d'évaluer le degré de développement de l'infrastructure comptable d'un pays et son degré de convergence avec les normes et pratiques internationalement reconnues;

c) Le portail SYGADE¹ qui, à l'issue de sa refonte, offre une interface plus moderne et plus interactive, et de nouvelles fonctionnalités. Il facilite la publication immédiate de nouvelles informations, améliore la communication entre le Programme SYGADE et les parties intéressées, et propose un accès sécurisé à de nouveaux services;

d) Le registre mondial des organes de facilitation du commerce, composé d'une interface facile d'utilisation et d'un plan interactif, aide les États membres à créer ou à renforcer leurs organes de facilitation du commerce. Cet outil en ligne contient actuellement des fiches de situation pour plus de 80 pays.

¹ Système de gestion et d'analyse de la dette.

Mises à jour régulières des portails Web

12. Le portail des projets de coopération technique de la CNUCED est régulièrement mis à jour.

13. La plate-forme de formation TrainForTrade propose aux participants des documents de formation, des espaces de dialogue, des forums, des tests, des évaluations et des questionnaires d'opinion, notamment une bibliothèque de ressources didactiques multimédias et des exposés filmés.

14. Le site Web de l'Institut virtuel permet aux universitaires d'accéder facilement à des ressources pédagogiques sur le commerce et le développement, notamment grâce à une bibliothèque en ligne réunissant les travaux de recherche publiés par la CNUCED et dotée d'une fonction de recherche en texte intégral. Le site, qui a été enrichi d'un système d'alerte par courriel, propose aussi une bibliothèque de ressources didactiques multimédias constituée à partir d'exposés filmés des travaux de recherche de la CNUCED et des activités de renforcement des capacités de l'Institut virtuel. Un minisite Web dédié à une publication conjointe de la CNUCED et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur l'analyse des politiques commerciales (*A Practical Guide to Trade Policy Analysis*) est désormais disponible en chinois. Le site Web comporte en outre une plate-forme d'apprentissage en ligne, qui met à la disposition des universitaires des pays en développement et des pays en transition les cours de l'Institut virtuel sur le commerce et la pauvreté.

15. Le portail INFOCOMM fournit des informations à jour, en anglais, espagnol et français, sur les facteurs qui influent sur les marchés des produits de base. Il est divisé en 10 rubriques, allant des caractéristiques du produit et de la valeur de la récolte aux marchés d'exportation et aux prix pratiqués. Des liens hypertextes redirigent l'utilisateur vers les sites des principales organisations compétentes dans le domaine des produits de base, de groupes de recherche internationaux et d'universités. Outil de gestion des connaissances, INFOCOMM a pour objet d'aider les gouvernements, les producteurs locaux et les négociants à analyser les tendances et les débouchés commerciaux.

16. La plate-forme de la CNUCED consacrée aux politiques d'investissement fournit les toutes dernières informations concernant les politiques d'investissement et les faits nouveaux survenus dans ce domaine aux niveaux national et international; elle propose également un forum de discussion en ligne, une base de données se prêtant aux recherches sur les politiques d'investissement et une bibliothèque des publications.

2. Améliorations techniques apportées au site Web de la CNUCED «unctad.org»

17. En 2013, la CNUCED s'est employée à améliorer l'aspect technique de son site Web. Les opérations de nettoyage induites par la migration vers le nouveau site se sont poursuivies. La performance et les fonctionnalités du moteur de recherche ont été améliorées, notamment la vitesse d'affichage de la page d'accueil et des autres pages. Des systèmes ont été élaborés et mis en place pour générer des statistiques sur le nombre de visiteurs et de documents téléchargés.

18. Grâce aux modifications et aux améliorations structurelles apportées à l'architecture du site dans son ensemble, la fourniture des contenus pourra être progressivement et facilement déléguée aux divisions organiques.

3. Statistiques relatives au site Web «unctad.org»

19. Un premier aperçu des données relatives aux visites sur le site Web (comptabilisées entre le 1^{er} janvier et le 15 novembre 2013, et extrapolées pour décembre 2013) est présenté dans le tableau ci-après.

20. Pour la première fois, la CNUCED a établi des statistiques concernant les téléchargements de ses publications phares de 2013.

Nombre de visites sur le site Web

<i>Mois</i>	<i>Ancien site Web (2012)</i>	<i>Nouveau site Web (2012)</i>	<i>unctad.org (2013)</i>	<i>Observations</i>
Janvier	138 772	0	107 537	
Février	156 319	0	106 787	
Mars	98 632	83 720	131 968	
Avril	30 251	100 584	135 156	
Mai	41 840	88 121	133 370	
Juin	35 893	67 648	114 296	
Juillet	23 769	73 236	97 148	
Août	19 292	66 474	86 055	
Septembre	21 415	88 300	119 237	
Octobre	25 765	106 990	129 264	
Novembre	23 256	118 112	132 496	Données disponibles pour la période du 1 ^{er} au 15 novembre (données manquantes obtenues en multipliant par 2 les données des deux premières semaines du mois)
Décembre	15 638	120 520	136 158	Estimation à partir des données de 2012
Total	630 842	913 705	1 293 314	

B. Médias sociaux

21. En 2013, la CNUCED a renforcé sa présence et son influence dans les médias sociaux, notamment Twitter, Flickr et YouTube:

a) Sur Twitter, la CNUCED diffuse des informations sur son actualité, ses publications et ses réunions, ainsi que des vidéos, qui sont ensuite généralement relayées par d'autres utilisateurs de cette plate-forme, notamment des organes des Nations Unies, des membres de la société civile et des universitaires – d'où une plus grande exposition des travaux de la CNUCED. Le nombre d'abonnés du compte @UNCTAD a presque triplé, passant de 8 000 en décembre 2012 à plus de 23 000 en novembre 2013. La plupart des messages sont partagés ou transférés, jusqu'à 20 fois pour certains;

b) Depuis le 1^{er} septembre 2013, le nouveau Secrétaire général de la CNUCED partage ses observations sur sa page Twitter @UNCTADKituyi, qui comptait plus de 500 abonnés en décembre;

c) Flickr est aujourd'hui le principal site d'hébergement de photos pour tous les grands événements. Les photos sont publiées en temps réel sur le site Web de la CNUCED. Des galeries de photos ont été créées pour différentes manifestations, et une galerie réservée au Secrétaire général a été ajoutée;

d) YouTube héberge toutes les vidéos de la CNUCED et normalise la présence en ligne de l'organisation. La CNUCED continue de produire des clips vidéo pour faire connaître ses activités, selon que de besoin et quand ses ressources le lui permettent. Elle met également en ligne des entretiens avec des intervenants de haut niveau.

En partenariat avec la Webster University, la CNUCED a présenté en vidéo l'intégralité de son Colloque public ainsi que des entretiens effectués à cette occasion avec de hautes personnalités.

C. Produits d'information visés

22. Outre les publications en série et les publications isolées, la CNUCED continue de publier un certain nombre de produits de communication et d'information spécialement conçus pour répondre aux besoins des publics visés. Les efforts se poursuivent pour réduire les impressions papier et rendre les produits d'information, tels ceux énumérés ci-dessous, disponibles sous forme électronique et sur le site Web de la CNUCED:

a) Notes de synthèse: documents directifs conçus pour informer les gouvernements, les organisations de la société civile, les organes de réflexion et les universités des travaux de recherche réalisés, des analyses effectuées et des orientations proposées par la CNUCED. Pendant la période considérée, les quatre notes de synthèse suivantes ont été publiées:

- i) *Capital Account Regulations and Global Economic Governance: The Need for Policy Space*, n° 28, novembre 2013;
- ii) *The State of Industrial Development in Africa: Unexploited Opportunities amidst Growing Challenges*, n° 27, août 2013;
- iii) *Growth and Poverty Eradication: Why Addressing Inequality Matters*, n° 2 (série sur l'après-2015), novembre 2013;
- iv) *UNCTAD and the Post-2015 Agenda*, n° 1 (série sur l'après-2015), novembre 2013;

b) Alertes électroniques: documents électroniques, qui peuvent être consultés d'un simple coup d'œil, destinés à informer rapidement les principales parties intéressées des publications, activités, conclusions, recommandations et autres nouvelles de la CNUCED;

c) Bulletins d'information: diffusés sous forme électronique et, sur demande, sous forme imprimée, ils donnent des informations régulièrement mises à jour sur les activités qui intéressent les publics visés;

d) *Global Investment Trends Monitor* et *Investment Policy Monitor*: la première de ces deux séries de documents évalue périodiquement l'évolution de l'investissement étranger direct (IED) et la seconde donne des renseignements par pays d'origine et pays hôte sur les mesures prises aux niveaux national et international. En 2013, les deux premiers numéros du *Global Investment Trends Monitor* ont été téléchargés 35 000 fois, à eux seuls;

e) Dépêches électroniques: courts bulletins d'information diffusés sous forme électronique et adaptés à la taille de l'écran, par exemple, le bulletin du «Smart Promotion Network», envoyé tous les mois aux acteurs de la promotion de l'investissement dans le monde et l'*IIA Newsflash*, régulièrement envoyé aux parties concernées par les accords internationaux d'investissement;

f) Communiqués de presse, notes d'information et alertes médias: destinés aux médias, ces documents sont aussi envoyés aux États membres et à la société civile, et publiés sur Internet. Au total, 50 communiqués de presse, 8 notes d'information et 16 alertes médias ont été envoyés par voie électronique à plus de 1 400 journalistes et centres d'information de l'ONU dans le monde;

g) Actualités du Web: 287 brefs articles d'information sur les activités, les publications, les réunions et les missions de la CNUCED ont été publiés en temps réel sur la page d'accueil du site Web. Ils ont comptabilisé jusqu'à 6 000 consultations.

D. Principaux publics visés

1. Décideurs

23. Les décideurs sont définis dans la stratégie de communication comme étant le principal groupe cible de la CNUCED. En font partie les responsables publics de haut niveau, notamment des représentants et des parlementaires.

24. Les publications de la CNUCED visent principalement les décideurs. Une diffusion efficace joue un rôle essentiel dans les activités de communication et d'information du secrétariat. La stratégie de communication préconise aussi de cibler directement les décideurs en organisant des réunions avec les fonctionnaires de la CNUCED, en favorisant le dialogue lors des réunions de haut niveau, en faisant participer les parlementaires et en organisant des séances d'information et des activités conjointes avec l'Union interparlementaire (UIP). Par exemple, le nouveau Secrétaire général de la CNUCED s'est adressé à 300 parlementaires lors d'une session organisée par l'UIP et le Parlement européen à Bali en décembre 2013, en marge de la neuvième Conférence ministérielle de l'OMC.

25. Les réunions de haut niveau entre le Secrétaire général de la CNUCED, le Secrétaire général adjoint et de hauts responsables sont un moyen efficace de promouvoir les travaux directifs et l'assistance technique de la CNUCED. Entre septembre et décembre 2013, le nouveau Secrétaire général a rencontré le Président rwandais, le Vice-Premier Ministre chinois, le Premier Ministre éthiopien et le Premier Ministre adjoint namibien. Il a pris la parole à deux conférences ministérielles de l'Union africaine et a organisé une vingtaine de réunions avec des ministres du commerce.

26. La neuvième Conférence internationale sur la gestion de la dette, qui a eu lieu à Genève (Suisse) du 11 au 15 novembre 2013, a réuni des gestionnaires et des experts nationaux et internationaux de haut niveau pour débattre de questions touchant à la dette extérieure et intérieure, à la gestion de la dette et aux finances publiques.

27. La participation de la CNUCED aux réunions du Groupe des 20 (G-20) est restée un moyen important de toucher les décideurs, les notes de synthèse et les aperçus généraux du *Rapport sur le commerce et le développement* s'avérant des supports particulièrement utiles pour toucher des publics spécialisés. Les contributions techniques ont mis l'accent sur des questions relatives aux politiques macroéconomiques et aux politiques de développement. En 2013, à une réunion des représentants du Groupe intergouvernemental des Vingt-Quatre pour les questions monétaires internationales et le développement, la CNUCED a présenté les principes relatifs à la promotion de prêts et d'emprunts souverains responsables ainsi que les stratégies en vue de leur application.

28. Conformément à son mandat, la CNUCED participe, dans le cadre du système des Nations Unies, aux activités de suivi concernant l'examen de la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et les préparatifs du programme de développement pour l'après-2015. Ces activités supposent une collaboration et une coordination entre la CNUCED et d'autres organismes, fonds et programmes des Nations Unies et une coopération interne entre les différentes divisions du secrétariat de l'organisation. La CNUCED contribue à définir un programme de développement unique et complet pour l'après-2015. Dans cette perspective, elle a déjà participé à l'élaboration d'un certain nombre de rapports sur la question établis à l'échelle du système des Nations Unies, ainsi que de notes thématiques sur le commerce et le développement, les nouveaux acteurs et les nouvelles formes du partenariat mondial pour le développement, le financement du

développement durable, la science, la technologie et l'innovation, la protection sociale, la stabilité macroéconomique, la croissance équitable et l'emploi. La CNUCED a aussi pris part aux débats mondiaux sur le programme de développement pour l'après-2015 et a organisé le premier dialogue sur ledit programme à Genève, le 29 novembre 2013, en présence de la Conseillère spéciale pour la planification du développement après 2015 ainsi que de représentants des États membres, de la société civile, du secteur privé et du monde universitaire. Toujours en novembre, cette fois à New York, le nouveau Secrétaire général a pris la parole devant le Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable.

29. Le *Rapport sur l'investissement dans le monde 2012* a continué d'être diffusé tout au long de 2013, au plus haut niveau. Le Cadre de politique de l'investissement, qui était au centre du chapitre IV de ce rapport, a été abondamment utilisé dans des ateliers et en tant que document de référence pour les examens des politiques d'investissement nationales réalisés par la CNUCED.

30. Dans le cadre de ses travaux sur les pays les moins avancés (PMA), la CNUCED a organisé un atelier sur le thème «Mettre à profit les envois de fonds et les compétences des diasporas dans la République du Soudan», qui a réuni quelque 60 fonctionnaires et parlementaires pendant deux jours à Khartoum. La CNUCED a aussi organisé une formation de quatre jours sur les capacités productives, la croissance économique et la réduction de la pauvreté à l'intention de quelque 70 fonctionnaires angolais.

31. En 2013, la CNUCED a mené l'examen de la politique d'investissement de Djibouti, du Mozambique, de la Mongolie et du Bangladesh. Les rapports de ces examens ont été présentés en plus haut lieu, en présence de ministres des pays concernés et de représentants de haut niveau d'autres États membres de la CNUCED. L'examen de la politique d'investissement de la Mongolie a été présenté devant le Premier Ministre et d'autres hauts responsables du Gouvernement de ce pays.

32. Les cours de formation sur les grands problèmes économiques internationaux, assurés conformément au paragraphe 166 du Plan d'action (TD/386) adopté à la dixième session de la Conférence, ainsi que de nombreux séminaires, souvent organisés conjointement par la CNUCED et les institutions nationales, sont restés un moyen important pour la CNUCED de diffuser auprès des décideurs les résultats de ses travaux de recherche et de ses analyses ainsi que ses recommandations. Trois cours de formation régionaux, réunissant au total 60 participants, ont été organisés en Colombie, à Maurice et à Singapour, et six cours de courte durée ont porté sur des questions économiques internationales d'actualité.

2. Communication avec les États membres

33. En vue d'approfondir les relations avec les États membres par l'intermédiaire de leurs missions permanentes auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, le nouveau Secrétaire général a rencontré des groupes régionaux, s'est entretenu en tête à tête avec 40 ambassadeurs durant les quatre mois qui ont suivi sa prise de fonctions et a instauré des petits déjeuners de travail avec des groupes de 10 représentants permanents en vue d'échanges de vues informels. Un système de vidéoconférence a été mis en place avec le bureau de liaison de la CNUCED à New York, et une première réunion a eu lieu entre le secrétariat de la CNUCED à Genève, dirigée par le Secrétaire général adjoint de l'organisation, et des représentants présents à New York.

34. Par souci de transparence envers ses États membres, la CNUCED a continué de donner des informations sur des paramètres déterminants en matière de ressources humaines, concernant notamment la dotation en personnel et les progrès accomplis en vue d'améliorer la répartition géographique et la parité hommes-femmes, la représentation des États membres et le nombre de candidatures reçues pour des postes dans l'organisation.

Jusqu'en août 2013, la liste des vacances de postes professionnels était communiquée chaque mois par courriel; depuis, cette liste a migré sur le Portail des représentants. La page «Emploi» du site Web de la CNUCED a aussi été améliorée et fournit plus d'informations, sous une forme plus conviviale et plus interactive.

35. Outre la diffusion d'avis officiels sur les réunions, les publications et d'autres activités de la CNUCED, le secrétariat a organisé un cours d'initiation pour les nouveaux représentants et a élaboré un guide à leur intention, qui se veut à la fois un complément utile du cours et un manuel pratique auquel ils pourront se référer pendant leurs activités au sein de l'organisation. La CNUCED a également organisé différentes séances d'information sur ses réunions intergouvernementales.

36. L'accent a été mis sur la présentation des publications phares et les conclusions d'autres travaux de recherche auprès des délégations. Par exemple, le *Rapport sur le commerce et le développement, 2013* a été présenté aux délégations à Genève à l'occasion de la session du Conseil du commerce et du développement tenue en septembre 2013, et à New York lors d'une séance d'information organisée au Siège de l'Organisation des Nations Unies en octobre 2013. Un rapport sur la viabilité de la dette extérieure et le développement a été présenté et débattu à la soixante-huitième session de l'Assemblée générale en octobre 2013.

37. En septembre 2013, la CNUCED a présenté le *Rapport 2013 sur le développement économique en Afrique* au Conseil du commerce et du développement et, en décembre 2013, elle a organisé une réunion directive dudit Conseil au cours de laquelle elle a présenté le *Rapport 2013 sur les pays les moins avancés: Une croissance créatrice d'emplois pour un développement équitable et durable*.

3. Médias

38. Pendant la période considérée, la présence de la CNUCED dans les médias a été significative. Quelque 5 500 coupures de presse ayant trait à la CNUCED ont été recueillies entre janvier et novembre 2013. Celles-ci ne représentent qu'une partie des articles réellement publiés. Les moteurs de recherche dont la CNUCED dispose ne comptabilisent qu'un pourcentage restreint des mentions réellement faites de la CNUCED dans les médias du monde entier; d'après les estimations, cette proportion ne serait que de 20 %. Cela vaut en particulier pour les documents produits dans les langues moins courantes. En 2013, la CNUCED a aussi été évoquée lors d'émissions internationales de radio et de télévision. En l'absence d'un outil de suivi, la CNUCED est tributaire des informations envoyées en retour par ces partenaires des médias, par son personnel ainsi que par les bureaux du Centre d'information des Nations Unies dans les pays pour recueillir ce type de données.

39. Les travaux de la CNUCED sont régulièrement présentés dans les médias qui touchent le grand public, notamment sur les premières pages de grands journaux et sur les pages d'accueil de certains fournisseurs d'accès à Internet. Des publications spécialisées rendent régulièrement compte de manière approfondie des travaux d'orientation et d'analyse de la CNUCED.

40. La CNUCED s'emploie à maintenir ses relations avec plus de 200 représentants de médias internationaux accrédités auprès de l'Office des Nations Unies à Genève. Elle envoie deux fois par semaine des mises à jour et des prévisions sur ses activités, réunions et séances de lancement pour les conférences de presse organisées par le Service de l'information des Nations Unies. Les journalistes continuent de complimenter la CNUCED sur ses services et sur la rapidité avec laquelle les informations sont communiquées. Ils apprécient aussi la possibilité de procéder à des échanges informels avec le Secrétaire général de la CNUCED à l'occasion de grandes réunions. La CNUCED n'étant pas une organisation de terrain, elle entretient aussi activement des liens avec les

journalistes des principaux centres de communication que sont notamment Londres, Paris, Bangkok, Dakar, Johannesburg et Addis-Abeba. Elle continue de développer ses relations avec d'autres organismes des Nations Unies présents sur le terrain. La CNUCED coopère étroitement avec le Service de l'information aux activités de communication auprès des médias prévues dans le cadre du système des Nations Unies afin d'attirer le maximum d'attention des médias à Genève et sur le terrain.

41. Des efforts ont encore été faits pour réduire les frais de diffusion lorsque cela était possible. La CNUCED a revu le nombre d'exemplaires papier demandés, en particulier pour le lancement des publications phares. Tous les rapports peuvent être téléchargés gratuitement à partir de son site Web. Les médias bénéficient d'un accès anticipé protégé par un mot de passe – sous embargo – afin de pouvoir rendre compte rapidement.

42. La CNUCED a collaboré avec d'autres organismes, fonds et programmes des Nations Unies au lancement de publications et au développement des relations avec les médias. Elle a aidé le Département des affaires économiques et sociales (DAES) à lancer à Genève la publication intitulée *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2013*. Elle a aussi coordonné le lancement à Genève du Rapport annuel de 2013 de la CESAP².

4. Société civile

43. La stratégie de communication met l'accent sur la nécessité d'associer davantage la société civile aux activités de la CNUCED par une participation accrue aux réunions et aux séminaires et l'échange d'informations sous forme électronique. Elle accorde une importance particulière à la mobilisation de la société civile du Sud et préconise la création de partenariats pour favoriser le dialogue autour des messages clefs de la CNUCED.

44. Pendant la période considérée, la CNUCED a organisé l'édition 2013 du Colloque public; appuyé la participation d'organisations de la société civile à la session annuelle du Conseil du commerce et du développement, à un échange informel avec le nouveau Secrétaire général et à des consultations avec les divisions; et ménagé des rencontres en privé entre les principaux dirigeants de la société civile et le Secrétaire général.

45. La CNUCED a communiqué plus particulièrement avec la société civile selon les modalités suivantes:

a) Des alertes électroniques à l'intention des organisations de la société civile – Un courriel envoyé toutes les deux semaines à plus de 2 500 abonnés pour attirer leur attention sur les informations, recherches et publications les plus récentes de la CNUCED et signaler les activités intéressant la société civile. Quelque 24 alertes électroniques ont ainsi été envoyées en 2013;

b) Des courriels spéciaux – Des communications personnalisées envoyées à certaines organisations de la société civile pour souligner des événements et des publications spécifiques et la possibilité d'assister à des conférences;

c) Une base de données améliorée – Dans le souci d'améliorer le dialogue avec la société civile et de mieux gérer le nombre accru de contacts, un nouveau système d'abonnement en ligne a été mis en place. Le logiciel en ligne permet aux utilisateurs de s'abonner et de se désabonner plus facilement et d'obtenir des coordonnées actualisées;

d) Portail de la société civile – Une section du site Web de la CNUCED, consacrée aux ressources dont a besoin la société civile, est enrichie et mise à jour régulièrement;

² Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique.

e) Médias sociaux – Le Colloque public de cette année comportait, pour la première fois, un espace réservé aux médias où les participants et les orateurs, notamment le Secrétaire général, ont pu accorder des entretiens sur le programme de développement pour l'après-2015. Les vidéos ainsi réalisées ont ensuite été éditées puis partagées en ligne sur le compte YouTube de la CNUCED. Des photographies de l'événement et les enregistrements des principaux discours ont également été partagés sur Flickr, YouTube et Twitter;

f) Facilitation de la contribution de la société civile au processus intergouvernemental – La société civile a participé activement aux réunions de la session de 2013 du Conseil du commerce et du développement, prolongeant le rôle positif qu'elle avait joué à la treizième session de la Conférence. Des déclarations et des observations ont été faites au nom d'un certain nombre d'organisations de la société civile dont plusieurs experts ont participé aux débats en qualité d'intervenant;

g) Échanges et consultations – Un échange informel a été organisé à Genève en octobre 2013 avec le Secrétaire général et certains représentants d'organisations et réseaux de premier plan de la société civile dans le domaine du commerce et du développement. Les participants ont réaffirmé leur soutien permanent à l'organisation et leur intention de rester associés étroitement à l'exécution de ses mandats. Des consultations privées entre le Secrétaire général et la société civile ont été organisées à l'occasion du Colloque public, en juin 2013;

h) Soutien et conseils techniques aux organisations de la société civile souhaitant obtenir le statut d'observateur auprès de la CNUCED – En 2013, sept organisations de la société civile remplissant les critères ont été approuvées par le Conseil du commerce et du développement. Pour l'heure, 44 demandes à cet égard se situent à des stades différents du processus;

i) Des organisations de la société civile ont activement contribué, notamment en tant qu'intervenants, au premier Dialogue de Genève sur le programme de développement durable pour l'après-2015, qui a eu lieu en novembre 2013.

46. La CNUCED continue de s'efforcer de consolider ses relations avec les organisations de la société civile en mobilisant les ressources disponibles. Certaines recommandations formulées dans la stratégie de communication ne peuvent être mises en œuvre que si des ressources sont disponibles. En particulier, des ressources sont nécessaires pour développer les relations avec les organisations de la société civile des pays du Sud et permettre la communication dans un plus grand nombre de langues.

5. Secteur privé

47. La CNUCED a entrepris un certain nombre de projets et d'activités avec la participation directe du secteur privé. Des représentants de haut niveau du secteur privé ont également été invités à participer aux réunions intergouvernementales et aux manifestations organisées par la CNUCED.

48. L'organisation s'est employée à inclure des représentants du secteur privé dans le premier Dialogue de Genève sur le programme de développement durable pour l'après-2015, qui a eu lieu en novembre 2013.

49. Elle a également œuvré avec le secteur privé pour promouvoir et renforcer les chaînes de valeur régionales en Asie du Sud ainsi qu'en Afrique subsaharienne. En collaboration avec la Banque asiatique de développement, le Secrétariat du Commonwealth, le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et la Banque africaine EXIM³, la CNUCED a organisé des consultations avec des entreprises

³ Import-export.

régionales au Bangladesh, en Inde, en Éthiopie et au Kenya pour discuter de stratégies et de politiques sectorielles visant à mettre en place et à promouvoir des chaînes de valeur régionales dans les secteurs de l'agroalimentaire, du cuir et des produits du cuir. Ces consultations ont été organisées par le Council for Leather Exports, la Federation of Indian Micro and Small and Medium Enterprises (FISME), le Leather and Leather Product Institute du COMESA (LLPI) et la Chambre de commerce d'Afrique de l'Est. Des dirigeants d'associations sectorielles et des décideurs de haut niveau ont participé à ces consultations. Grâce aux initiatives de la CNUCED, une toute première association régionale sectorielle a vu le jour en Asie du Sud (Leather Industries Association of South Asia – LIASA). Cette plate-forme permet désormais aux entrepreneurs du secteur privé de se rencontrer au niveau régional pour partager leurs préoccupations et échanger des informations en vue de l'établissement de chaînes de valeur régionales. La CNUCED a également favorisé la signature de protocoles d'entente entre une association africaine (COMESA LLPI) et une association indienne (FISME).

50. S'agissant de ses travaux sur l'investissement responsable, la CNUCED, en coopération avec le Pacte mondial, l'Initiative relative aux Principes de l'ONU pour un investissement responsable et l'Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement, a continué à élargir l'Initiative des bourses pour un investissement durable. La Bourse du Nigéria est ainsi devenue le huitième membre de l'Initiative durant la conférence annuelle de la World Federation of Exchanges. L'Initiative a pour objet d'étudier la façon dont les bourses peuvent œuvrer de concert avec les investisseurs, les autorités réglementaires et les entreprises pour améliorer la transparence – et au bout du compte, la performance – sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise, et dont elles peuvent promouvoir des stratégies d'investissement responsable à long terme. Les bourses partenaires qui ont souscrit à l'Initiative représentent maintenant plus de 10 000 sociétés cotées.

51. La CNUCED, en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies, participe activement à l'organisation de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat depuis 2009. En novembre 2013, cette manifestation a montré comment l'entrepreneuriat pouvait permettre de lutter contre le chômage chez les jeunes et comment la science, la créativité et l'innovation pouvaient contribuer à engendrer une génération de jeunes entrepreneurs dynamiques et novateurs.

52. À sa trentième session (6-8 novembre 2013), le Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication a réuni plus de 300 participants venus de plus de 100 États membres. Les participants ont débattu des pratiques optimales et des problèmes majeurs rencontrés pour assurer la publication par les entreprises d'informations de qualité, ainsi que des nouvelles lignes directrices à l'intention des autorités boursières et des décideurs concernant les initiatives en matière de publication d'informations sur la durabilité de leurs activités.

53. Suivant une proposition formulée dans le *Rapport 2012 sur l'économie de l'information: L'industrie du logiciel et les pays en développement*, un projet conjoint a été lancé en février 2013 par l'Agence allemande de coopération internationale, l'Alliance mondiale pour les technologies de l'information et les services informatiques (WITSA) et la CNUCED afin de favoriser la collecte de données sur le secteur des technologies de l'information et des communications (TIC), avec la participation d'associations nationales des technologies de l'information. Les résultats du projet ont été présentés à l'occasion du Sommet mondial sur l'action gouvernementale et le commerce organisé par la WITSA à São Paulo (Brésil), les 12 et 13 novembre 2013.

6. Universités et établissements de recherche

54. Les économistes de la CNUCED ont donné quelque 40 conférences et exposés sur les causes et les répercussions de la crise économique et financière mondiale, et les mesures prises pour y faire face, la crise de l'euro, l'inégalité, l'emploi et l'instabilité des prix et la financiarisation des produits de base.

55. Les études de la CNUCED sont judicieusement envoyées à certains contacts dans les milieux universitaires et scientifiques, essentiellement par voie électronique. Des exemplaires des principales publications sont expédiés par la poste à des centaines de bibliothèques universitaires de pays en développement. L'Institut virtuel de la CNUCED soutient l'enseignement et la recherche sur les problèmes de commerce et de développement dans les universités et les établissements de recherche des pays en développement et des pays en transition. La croissance rapide de ce réseau en démontre la pertinence: l'Institut, qui regroupait 5 membres fondateurs en 2004, compte désormais parmi ses membres 83 universités et 13 organes de réflexion et près de 3 600 utilisateurs individuels (novembre 2013).

56. Les vidéoconférences de l'Institut virtuel favorisent la diffusion des résultats des travaux de recherche exposés dans les publications phares de la CNUCED. En mai 2013, l'Institut a organisé des présentations du *Rapport sur le commerce et le développement* pour une université au Kenya; du *Rapport sur l'investissement dans le monde* pour des universités au Bélarus, en Colombie et au Pérou; du *Rapport sur l'économie de l'information* pour des universités au Bélarus, en Colombie, en Fédération de Russie, au Kenya et au Pérou; et du *Rapport sur le développement économique en Afrique* pour des universités en Colombie et au Kenya. Les conclusions exposées dans les publications phares de la CNUCED et dans d'autres travaux de recherche de celle-ci sont présentées à des étudiants des universités membres de l'Institut au cours de voyages d'études et de visites dans les organisations internationales à Genève. En 2013, il s'agissait notamment d'étudiants d'universités des pays suivants: Allemagne, Barbade, Chine, Colombie et Fédération de Russie.

7. Grand public

57. Pendant la période considérée, la CNUCED a continué d'organiser des séances d'information à l'intention de groupes d'étudiants, de diplomates et de cadres d'entreprise lui rendant visite. Ainsi, quelque 60 visites de groupes, représentant au total plus de 1 600 participants originaires d'Asie, d'Europe, d'Amérique latine, du Canada et des États-Unis, ont été organisées par le biais de la CNUCED ou en collaboration avec le Service de l'information de l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG). Le personnel de la CNUCED a présenté des exposés de fond et organisé des débats interactifs. Des documents sur mesure et des références sur les ressources disponibles en ligne étaient remis aux étudiants aux fins de suivi. La CNUCED a également participé au Programme annuel de hautes études de l'ONUG et à une série de séminaires thématiques.

58. Dans le cadre des efforts visant à présenter les travaux de recherche approfondis et variés de la CNUCED, des stands de documentation ont été installés au cours de toutes les réunions intergouvernementales et autres réunions importantes organisées au Palais des Nations et dans certains sites extérieurs. Des trousseaux d'information ont également été distribués lors de manifestations se déroulant en dehors de Genève et auxquelles la CNUCED participait. Cette année, les publications phares et autres rapports clefs de la CNUCED, ainsi que des dépliants et brochures d'information, ont été présentés à diverses occasions telles que le Colloque public de la CNUCED, le Forum mondial sur le commerce de l'OMC, les réunions du Conseil du commerce et du développement, les célébrations du cinquantième anniversaire de l'Union africaine et, plus récemment, au stand de

l'Organisation des Nations Unies lors de la journée «Portes ouvertes» de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) et à la foire «Les Automnales» organisée à Genève (Suisse).

59. La CNUCED s'emploie à nouer des contacts avec les groupes cibles qui s'intéressent à ses travaux, notamment dans le cadre de la Journée des métiers organisée chaque année par la Confédération suisse. Cette année, des experts de la CNUCED ont présenté les travaux de fond et les perspectives d'emploi de l'organisation à plus de 2 000 professionnels du développement.

II. Publications

A. Évolution du programme de publications

60. Conformément à une disposition de l'Accord d'Accra, réaffirmée dans le Mandat de Doha, la CNUCED a continué de rationaliser son programme de publications afin d'améliorer la qualité de ses produits et de répondre de manière plus appropriée aux besoins des États membres. Quelque 225 publications au cours de l'exercice biennal 2008-2009, 200 environ au cours de l'exercice biennal 2010-2011 et 184 prévues pour l'exercice biennal 2012-2013 illustrent l'évolution du programme de publications. À sa cinquante-septième session, en novembre 2010, le Groupe de travail a approuvé le programme de travail pour l'exercice biennal 2012-2013 et, ce faisant, le nombre prévu de publications pour cet exercice. À sa soixante et unième session, en juillet 2012, il a réexaminé le programme de travail.

B. Planification et gestion des publications

61. Conformément à la politique de publications adoptée par le Conseil du commerce et du développement, la CNUCED a effectué des analyses d'avant-garde, en mettant l'accent sur les principaux problèmes auxquels les pays en développement sont confrontés et en proposant des solutions pratiques et des orientations. La publication des principaux rapports a été échelonnée pour mieux promouvoir chaque étude. Toutes les publications ont fait l'objet de multiples contrôles de qualité. L'ensemble des documents et publications produit a été soumis à une approbation de principe afin de veiller à la cohérence des orientations et d'en contrôler la qualité. Le secrétariat a aussi largement eu recours aux examens collégiaux avant la parution des principales publications de l'année. Ces examens permettent d'ajouter de précieuses perspectives régionales et nationales.

62. La traduction joue un rôle important dans la diffusion des études et des analyses de la CNUCED. Or, en raison principalement des ressources limitées dont disposent les services de traduction de l'Office des Nations Unies à Genève, le nombre restreint de publications traduites et les longs délais de traduction demeurent un problème. Le secrétariat de la CNUCED travaille en étroite coopération avec la Division des services de conférence pour que la traduction des publications, en particulier des rapports phares, soit exécutée dans des délais raisonnables. Citons à titre d'exemple positif la traduction accélérée du *Rapport 2013 sur le développement économique en Afrique*, dont la version française a été prête avant même le lancement médiatique en juillet.

63. Parallèlement, le secrétariat prend des mesures pour étoffer le catalogue de documents traduits. C'est ainsi qu'il établit un aperçu général des principaux rapports de la CNUCED et les soumet pour traduction dans toutes les langues officielles de l'ONU. Il applique aussi la décision prise par la direction de limiter à 100 pages toutes les publications, à l'exception de quelques cas justifiés. Cette politique a déjà donné de bons

résultats, et le secrétariat continuera à œuvrer dans ce sens. Des documents plus courts, sans perte de qualité, rendent la production, y compris la traduction, des publications de la CNUCED plus gérable et permettent de raccourcir l'ensemble du processus, d'économiser des ressources à chacune de ses étapes et de faciliter la lecture des publications.

64. La CNUCED s'emploie à copublier certains produits afin d'élargir leur diffusion et de toucher de nouveaux publics. Par exemple, l'étude conjointe intitulée *Les marchés publics: un moyen de promouvoir le développement du secteur local des technologies de l'information*⁴ a été lancée en avril 2013. Elle a été préparée en collaboration avec l'Office allemand de la coopération internationale, au nom du Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement. La CNUCED a également collaboré avec le Département des affaires économiques et sociales et les commissions régionales pour publier *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2013*.

65. Un autre exemple, le sixième numéro de la série des études de la CNUCED sur la science, la technologie et l'innovation, *Geospatial Science and Technology for Development: With a Focus on Urban Development, Land Administration, and Disaster Management*, a été publié en octobre. Une version préliminaire non éditée de l'étude avait été distribuée à la quinzième session de la Commission de la science et de la technique au service du développement (mai 2012). La publication a été préparée en collaboration avec le Centre du commerce international et la faculté de géo-information et d'observation de la Terre de l'Université de Twente, aux Pays-Bas.

66. S'agissant des questions liées à l'endettement, la CNUCED a participé au *Rapport de 2013 du Groupe de réflexion sur le retard pris dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement: les défis à relever*. En ce qui concerne les questions liées au commerce, la CNUCED a participé au *Rapport sur les objectifs du Millénaire pour le développement 2013*, publication conjointe dirigée par le Département des affaires économiques et sociales. Les *Profiles tarifaires dans le monde 2013* (publication conjointe de l'OMC, du Centre du commerce international et de la CNUCED) et le document intitulé *Implications of Global Value Chains for Trade, Investment, Development and Jobs*, préparé avec l'Organisation de coopération et de développement économiques et l'OMC, constituent d'autres exemples de publications conjointes. La CNUCED a aussi contribué à la préparation d'un numéro spécial du *Creative Economy Report 2013* produit par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et le Programme des Nations Unies pour le développement, ainsi qu'à plusieurs publications sur la logistique commerciale, notamment *Les voies d'accès à l'océan: les couloirs de transit utilisés pour le commerce des pays en développement sans littoral*. Une autre publication, *Shared Harvests: Agriculture, Trade and Employment*, a été préparée en collaboration avec l'Organisation internationale du Travail.

C. Pertinence, cohérence, caractère novateur et qualité des publications

67. Les travaux de recherche et d'analyse de la CNUCED ont continué d'être axés sur les besoins à satisfaire pour que les États membres soutiennent la reprise économique au lendemain de la crise économique et financière mondiale, et de promouvoir une croissance et un développement plus équitables et plus pérennes. En 2013, les analyses effectuées portaient principalement sur des questions clefs du commerce international qui intéressaient en particulier les pays en développement, l'incidence de la politique commerciale sur le développement, le droit de la concurrence et la politique relative aux services, l'investissement, les technologies de l'information et des communications, les questions de parité et le commerce maritime.

⁴ Technologies de l'information (TI).

1. Publications phares

68. Les publications phares demeurent les principaux résultats des travaux d'analyse et de recherche de la CNUCED sur l'évolution actuelle de l'économie et du développement dans le monde. Les publications phares ci-après ont été publiées en 2013: le *Rapport sur le commerce et le développement, 2013*; le *Rapport 2013 sur le développement économique en Afrique*; le *Rapport 2013 sur les pays les moins avancés*; le *Rapport sur l'investissement dans le monde, 2013*; le *Rapport 2013 sur l'économie de l'information* et l'*Étude sur les transports maritimes 2013*.

69. Le *Rapport sur le commerce et le développement, 2013: S'adapter à la nouvelle dynamique de l'économie mondiale* indique que la crise économique et financière mondiale actuelle traduit une réorientation structurelle de l'économie mondiale et que, pour s'adapter à cette réorientation, il faudra modifier en profondeur les stratégies de croissance en place.

70. Le *Rapport 2013 sur le développement économique en Afrique – Commerce intra-africain: Libérer le dynamisme du secteur privé* met l'accent sur la manière de renforcer le secteur privé pour stimuler les échanges intra-africains. Il présente quelques données factuelles sur le commerce intrarégional et signale les aspects particuliers de la structure entrepreneuriale africaine auxquels il faudrait s'attaquer pour le stimuler. Le rapport examine également les problèmes que pose pour le commerce intra-africain la non-application d'accords commerciaux régionaux et propose de nouvelles initiatives pour renforcer l'application de ces accords.

71. Le *Rapport 2013 sur les pays les moins avancés: Une croissance créatrice d'emplois pour un développement équitable et durable* étudie le lien entre investissement, croissance et emploi. Plus précisément, il examine comment les PMA peuvent promouvoir une croissance qui créera suffisamment d'emplois de qualité et qui leur permettra d'atteindre ce que l'organisation considère comme leurs objectifs les plus urgents et les plus cruciaux pour aujourd'hui et pour l'après-2015, à savoir la réduction de la pauvreté, une croissance équitable et un développement durable.

72. Le *Rapport sur l'investissement dans le monde, 2013 – Les chaînes de valeur mondiales: L'investissement et le commerce au service du développement* montre comment les chaînes de valeur mondiales créent un lien étroit entre le commerce et l'investissement. Il propose un cadre de gouvernance sociale et environnementale pour les chaînes de valeur mondiales, afin d'aider les pays à tirer le meilleur parti possible de la production internationale aux fins du développement, et examine les données les plus récentes sur les tendances et politiques mondiales, régionales et nationales en matière d'IED.

73. Le *Rapport 2013 sur l'économie de l'information: L'économie infonuagique et les pays en développement* a été publié le 3 décembre 2013. Cette publication phare examine pour la première fois les répercussions de l'informatique en nuage pour les pays en développement. Elle établit les domaines spécifiques que les décideurs des pays en développement et leurs partenaires devraient prendre en compte au moment d'élaborer des stratégies visant à mettre le potentiel du nuage au service du développement. Bien qu'elle présente d'importants avantages potentiels, l'informatique en nuage soulève également des craintes en matière de protection et de confidentialité des données.

74. L'*Étude sur les transports maritimes 2013* analyse de manière approfondie le trafic maritime, la flotte mondiale, les taux de fret et le trafic portuaire sur la base des statistiques les plus récentes. En outre, elle décrit les tendances observées récemment dans les cadres juridiques et réglementaires qui régissent le transport maritime international et se penche sur les moyens de relier les pays sans littoral aux services de transport maritime.

2. Autres publications

75. Plusieurs rapports clefs ont été publiés en 2013 dans le domaine du commerce international: *Mexico's Agriculture Development: Perspectives and Outlook*; *Trade and Environment Review 2013: Wake Up Before It Is Too Late – Make Agriculture Truly Sustainable Now for Food Security in a Changing Climate*; *Who is Benefiting from Trade Liberalization in Angola? A Gender Perspective*; *Tariff Preferences as a Determinant for Exports from Sub-Saharan Africa*; *Key Statistics and Trends in Trade Policy* et *Key Trends in International Merchandise Trade*.

76. L'analyse des principaux enjeux du commerce international et du système commercial international intéresse particulièrement les pays en développement, car elle les aide à prendre des décisions stratégiques éclairées concernant les politiques nationales en matière de commerce et de services axées sur le développement. La CNUCED a produit un certain nombre de rapports sur les examens des politiques relatives aux services réalisés en Ouganda (phase II), au Lesotho, au Rwanda, au Pérou et au Nicaragua. En réponse à une demande émanant du Gouvernement jamaïcain, la CNUCED a effectué une étude sur le cadre de la politique commerciale de la Jamaïque, qui visait à renforcer les capacités institutionnelles nationales en matière de politique commerciale, de mise en œuvre et de négociations.

77. Le droit et la politique de concurrence sont un autre domaine du commerce international dans lequel des analyses approfondies ont été réalisées. Des rapports nationaux sur le Nicaragua, le Pakistan et l'Ukraine ont été élaborés dans le cadre de l'examen collégial volontaire du droit et de la politique de la concurrence. Ces rapports ont été examinés pendant la réunion du Groupe intergouvernemental d'experts du droit et de la politique de la concurrence, en juillet 2013.

78. La CNUCED continue de renforcer ses activités de recherche et d'analyse sur les questions liées aux produits de base et au commerce qui intéressent les pays en développement tributaires des produits de base, comme l'indique le rapport *Commodities and Development Report: Perennial Problems, New Challenges and Evolving Perspectives* publié cette année. Ce document, établi à l'intention des décideurs et des autres parties prenantes, examine les répercussions de l'envolée des prix des produits de base observée dans ces pays entre 2003 et 2008.

79. À travers son Fonds d'affectation spéciale pour l'information sur le minerai de fer, la CNUCED a continué à publier annuellement le *Iron Ore Market Report* et le *Iron Ore Statistics*, qui donnent les seuls renseignements fiables, à jour, précis et détaillés sur l'évolution du marché mondial du minerai de fer et des autres marchés connexes, et comprennent à la fois des données statistiques et des analyses. Comme ses prédécesseurs, le *Iron Ore Market 2012-2014* présente des examens et des renseignements détaillés sur la production et le commerce du minerai de fer, les taux de fret et les prix, et fait des prévisions pour les dix-huit mois suivants, alors que le *Iron Ore Statistics 2013* fournit des statistiques exactes et complètes sur le commerce et la production du minerai.

80. Le rapport intitulé *Review of E-commerce Legislation Harmonization in the Association of Southeast Asian Nations*, élaboré conjointement avec le secrétariat de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, a été publié en septembre 2013. Il évalue la situation actuelle de la législation régionale sur le commerce électronique, répertorie les lacunes observées, identifie les nouveaux problèmes et formule des recommandations spécifiques en vue d'une harmonisation plus poussée dans différents domaines.

81. L'étude intitulée *Les voies d'accès à l'océan* analyse quelques-uns des couloirs de transit d'Afrique de l'Est qui donnent accès à des ports maritimes et relient les pays en développement sans littoral à leurs partenaires commerciaux outre-mer. Le rapport suggère trois lignes d'action pour améliorer l'efficacité et la durabilité des couloirs de transit:

renforcer les capacités institutionnelles au moyen de mécanismes de gestion des couloirs; améliorer la fiabilité et la prévisibilité des opérations de transit en adoptant des mesures destinées à renforcer la confiance entre les organismes de réglementation et les opérateurs privés; et construire et exploiter des plaques tournantes ou des plates-formes de fret, en mettant particulièrement l'accent sur le groupage des flux de faible volume.

82. La base de données en ligne *UNCTADstat* continue de fournir aux décideurs et aux autres acteurs des données pertinentes sur le commerce mondial, le développement, l'investissement, les flux financiers internationaux et l'indice de connectivité des transports maritimes afin d'éclairer leurs analyses empiriques et leurs décisions.

83. Un système d'information en ligne sur l'investissement, intégré à *UNCTADstat*, fournit les schémas d'investissement détaillés de 142 pays et les fiches d'information sur les investissements de 188 pays. À cela s'ajoutent les bases de données globales sur l'IED et les activités des sociétés transnationales qui, avec des informations concernant plus de 200 pays sur une période de quarante ans, constituent les ensembles de données en matière d'IED les plus riches au monde. En 2013, ces bases de données ont été consultées à près de 100 000 reprises, ce qui représente presque 30 % du total des visites effectuées sur le site *UNCTADstat*.

D. Diffusion optimale des publications

84. Le secrétariat continue de rechercher un juste équilibre entre la diffusion traditionnelle sur papier des publications et leur diffusion au moyen des TIC. La demande pour les publications papier reste élevée, en particulier dans certains pays en développement où l'accès à Internet est limité. Le site Web de la CNUCED demeure un véhicule important pour la diffusion des publications. On constate également un plus grand recours aux CD-ROM et aux technologies de mémoire flash. La CNUCED compte également sur l'Institut virtuel et le Réseau mondial de l'investissement pour diffuser les résultats de ses analyses.

1. Disponibilité accrue des publications électroniques

85. Certains exemples illustrent bien l'évolution en cours. La bibliothèque en ligne de l'Institut virtuel, qui permet une recherche en texte intégral, stimule la diffusion en ligne. Les publications sur des questions liées au commerce sont régulièrement diffusées par voie électronique via des réseaux comme le Social Science Research Network. Le bulletin d'information trimestriel de l'Institut virtuel est envoyé sous forme électronique à environ 5 400 abonnés, tandis que le bulletin d'information sur les transports est envoyé à un nombre élevé et croissant d'abonnés (environ 3 000). On peut s'abonner gratuitement à l'adresse vi.unctad.org ou à l'adresse www.unctad.org/transportnews, respectivement.

86. La diffusion du bulletin d'information sur les transports s'est améliorée grâce à un logiciel spécialisé qui permet non seulement de calculer le nombre de téléchargements, mais aussi de déterminer le titre du premier article sur lequel un lecteur clique. De cette manière, la CNUCED peut mieux évaluer l'intérêt des lecteurs et établir ses travaux et articles futurs en conséquence.

87. Tous les produits, publications et informations concernant les investissements et les entreprises sont diffusés par le biais du Réseau mondial de l'investissement, qui regroupe plus de 10 000 investisseurs et entrepreneurs du monde entier. Il s'agit d'un moyen de diffusion efficace pour les produits de la CNUCED qui ont trait à l'investissement: une analyse du lancement du *Rapport sur l'investissement dans le monde, 2013* a montré que près de la moitié des membres du Réseau l'ont consulté après avoir été informés par courriel de sa publication. En outre, un tiers des personnes qui suivent le compte Twitter de la CNUCED sur l'investissement ont consulté le rapport à partir des tweets de celle-ci.

88. Une autre publication électronique qui existe maintenant depuis bientôt quatre ans, le bulletin d'information SYDONIA, cible les utilisateurs du système et tous ceux qui souhaitent en apprendre davantage sur son évolution et sa mise en œuvre à travers le monde. On a assisté ces trois dernières années à la disparition progressive de la version 2 de SYDONIA et à une migration croissante de la version SYDONIA++ vers la version SYDONIA Monde.

2. Conférences de presse pour le lancement des principales publications

89. Pendant la période considérée, la CNUCED a organisé 107 conférences de presse à travers le monde pour le lancement de 15 rapports et publications.

90. Une stratégie de diffusion sur mesure est mise au point pour chaque publication ou réunion. Des conférences de presse sont organisées simultanément dans différents pays et régions. Si les exposés présentés aux médias nationaux ont des chances de toucher un plus grand public, un rapport est présenté – sous embargo – peu avant la date de publication. La campagne organisée dans les médias comprend des émissions de radio et de télévision ainsi que des exposés présentés dans un grand nombre d'établissements universitaires et autres. La CNUCED profite du lancement des grands rapports pour s'adresser plusieurs fois par an à la presse dans les principaux centres d'information.

91. Le *Rapport sur l'investissement dans le monde, 2013 – Les chaînes de valeur mondiales: L'investissement et le commerce au service du développement* a fait l'objet de 42 conférences de presse⁵ et de plus de 20 points de presse à travers le monde et a immédiatement mobilisé l'attention de décideurs au plus haut niveau. Quelque 1 150 articles de presse ont été comptabilisés par les moteurs de recherche de l'organisation, et plusieurs entretiens ont été réalisés en direct, notamment dans le cadre de l'émission de télévision *Business Edition* de la BBC. Le rapport a également été présenté aux délégations participant à la soixantième session du Conseil du commerce et du développement. En réponse aux très nombreuses demandes de pays développés et de pays en développement qui souhaitaient que des exposés soient organisés pour leurs décideurs, le rapport a par la suite été présenté en Éthiopie, au Japon, au Myanmar, au Royaume-Uni et en Turquie. Outre les 15 communiqués de presse rédigés au sujet du rapport dans quelques-unes des langues officielles de la CNUCED, celle-ci a également organisé des conférences de presse pour lancer bon nombre de documents sur l'investissement et les entreprises, notamment les examens de la politique d'investissement, sur les normes internationales de comptabilité et de publication ainsi que sur ses travaux concernant les bourses pour un investissement durable et la responsabilité sociale d'entreprise.

92. Le *Rapport 2013 sur le développement économique en Afrique – Commerce intra-africain: Libérer le dynamisme du secteur privé* a fait l'objet d'un lancement dans 12 pays⁶. Quelque 138 articles de presse et entretiens, diffusés à la télévision et à la radio, ont mis en lumière les conclusions du rapport. Celui-ci a également été présenté en Angola, au Bénin et au Gabon. La Fondation africaine pour le renforcement des capacités, la Commission de l'Union africaine, la Commission économique pour l'Afrique, l'Université

⁵ Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Argentine, Autriche, Bahreïn, Bangladesh, Beijing (Chine), Belgique, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Espagne, Fédération de Russie, Ghana, Grèce, Honduras, Hong Kong (Chine), Hongrie, Inde, Indonésie, Italie, Jamaïque, Koweït, Malaisie, Mexique, Philippines, Pologne, République islamique d'Iran, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Singapour, Slovénie, Suède, Suisse, Suriname, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du) et Zimbabwe.

⁶ Afrique du Sud, Cameroun, Éthiopie, France, Ghana, Maurice, Nigéria, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Suisse et Zimbabwe.

de Lagos, le Gouvernement mauricien, la Industrial Development Corporation of South Africa, le Third World Network et le Programme des Nations Unies pour le développement ont collaboré avec la division dont relève l'auteur pour lancer le rapport.

93. Le *Rapport sur l'assistance de la CNUCED au peuple palestinien: évolution de l'économie du territoire palestinien occupé* (TD/B/60/3 et Corr. 2) a été lancé lors de conférences de presse organisées en Suisse et en Palestine. Il portait sur les fuites de revenus publics résultant de l'occupation du territoire palestinien. Les moteurs de recherche de la CNUCED ont comptabilisé 12 articles liés à cette étude.

94. Le *Rapport sur le commerce et le développement, 2013: S'adapter à la nouvelle dynamique de l'économie mondiale* a été lancé le 12 septembre, des conférences de presse ayant été organisées dans 13 pays⁷. Ces conférences, ainsi que les trois communiqués de presse présentant la teneur du rapport, ont permis de comptabiliser 309 coupures de presse. Parmi les entretiens qui se sont déroulés en direct à l'antenne de CNN, on retrouve une apparition à l'émission *World Business Today*.

95. Le *Rapport 2013 sur les pays les moins avancés: Une croissance créatrice d'emplois pour un développement équitable et durable* a été lancé lors de 19 conférences de presse⁸ organisées à travers le monde, avec la participation de plusieurs représentants gouvernementaux. L'intérêt soulevé par le rapport a donné lieu à 137 articles de presse et à plusieurs entretiens. Le rapport a également été présenté en Haïti, au Lesotho, à Madagascar, en République-Unie de Tanzanie et en Zambie.

96. Le *Rapport 2013 sur l'économie de l'information: L'économie infonuagique et les pays en développement* a été présenté à l'occasion de cinq conférences de presse et de séminaires organisés au Bangladesh, aux États-Unis, en Éthiopie, en Jordanie, au Liban, en Macédoine, au Mexique et en Suisse par des fonctionnaires de la CNUCED ou ses principaux partenaires. Quelque 68 coupures de presse ont été comptabilisées immédiatement après le lancement. Parmi les partenaires de la CNUCED ayant contribué à diffuser le rapport, on peut citer la Commission économique pour l'Afrique, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, plusieurs centres d'information des Nations Unies, le WITSA et l'Institut virtuel.

⁷ Afrique du Sud, Argentine, Brésil, Chine, Égypte, Fédération de Russie, Inde, Liban, Maroc, Mexique, Royaume-Uni, Suisse et Thaïlande.

⁸ Afrique du Sud, Bangladesh, Belgique, Burundi, Comores, Congo, États-Unis, Éthiopie, Gambie, Ghana, Ouganda, Portugal, République démocratique populaire lao, Royaume-Uni, Rwanda, Sénégal, Suisse, Thaïlande et Turquie.